

---

Première session, trente et unième Législature

---

---

First Session, Thirty-First Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi n° 82**

**Bill No. 82**

Loi concernant le déficit olympique de  
la Ville de Montréal et modifiant la  
Charte de la Ville de Montréal

An Act respecting the Olympics deficit  
of the City of Montreal and amending  
the Charter of the City of Montreal

---

Première lecture

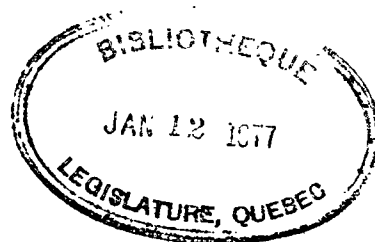
---

---

First reading

---

M. TARDIF



---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

#### NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet, dans un premier temps, oblige la Ville de Montréal à assumer le financement de sa part, établie à 214 millions, du déficit olympique; dans un second temps, il impose à la Ville certaines mesures de contrôle financier similaires à celles qui sont imposées à l'ensemble des municipalités du Québec.*

#### EXPLANATORY NOTE

*This bill first of all requires the City of Montreal to assume the financing of its share of the Olympics deficit, which is established at 214 millions; secondly, it places the City under certain financial controls similar to those governing Québec municipalities generally.*

## Projet de loi n° 82

Loi concernant le déficit olympique de la Ville de Montréal et modifiant la Charte de la Ville de Montréal

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

« Commission »: La Commission municipale du Québec;

« Ville »: La Ville de Montréal.

**2.** Les dépenses effectuées par la Ville pour les installations nécessaires à la tenue des Jeux de la XXI<sup>e</sup> Olympiade sont mises à la charge de cette Ville pour un montant de 214 millions de dollars; la Ville devra réduire d'autant le « solde des dépenses à recouvrer effectuées par la Ville pour les installations nécessaires à la tenue des Jeux olympiques 1976 », tel que ce poste apparaît aux états et rapports financiers de son exercice financier terminé le 30 avril 1976.

La Ville doit imputer à cette réduction le produit net d'un emprunt qu'elle est autorisée à faire, dont le terme ne peut excéder vingt ans et dont le montant en principal peut s'élever jusqu'à concurrence de 214 millions de dollars plus, le cas échéant, le montant de l'escompte, des dépenses incidentes à cet emprunt ainsi qu'à l'émission, à la vente ou à la disposition des titres qui y sont relatifs.

## Bill No. 82

An Act respecting the Olympics deficit of the City of Montreal and amending the Charter of the City of Montreal

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** In this act, unless the context indicates a different meaning,

“Commission” means the Québec Municipal Commission;

“City” means the City of Montreal.

**2.** The expenditures incurred by the City in respect of the installations required for the holding of the Games of the XXI<sup>st</sup> Olympiad shall be assumed by the said City in the amount of 214 million dollars; the City shall have the obligation to reduce by the same amount “the balance of recoverable expenses incurred by the City for the installations necessary for the 1976 Olympic Games”, such balance being that which appears in the statements and financial reports for the City's fiscal year ending 30 April 1976.

The City shall allocate to such reduction the net proceeds of a loan which it is authorized to raise for a term not exceeding twenty years in an amount up to 214 million dollars in principal plus, as the case may be, the amount of the discount and of the expenditures incidental to such loan and to the issue, sale or disposal of the securities relating thereto.

**3.** Pour et au nom de la Ville, la Commission décrète par règlement, négocie et contracte l'emprunt prévu à l'article 2. La Commission est autorisée à déterminer, dans ce règlement ou, autrement, par résolution, toutes les conditions, modalités et stipulations de l'emprunt, de même que celles des titres, s'il en est, constatant l'emprunt, ainsi que des contrats et de tous autres documents nécessaires ou utiles pour contracter l'emprunt ou disposer des titres. Cet emprunt s'effectue au moyen d'une ou plusieurs émissions de titres ou de toute autre façon ainsi déterminée dans le règlement ou, selon le cas, dans la résolution.

La Commission désigne les personnes autorisées à signer les titres, contrats et autres documents nécessaires ou utiles aux fins de l'emprunt ainsi qu'aux fins des articles 2 à 8.

Toute dette résultant de l'emprunt ou d'un titre émis pour le constater constitue une obligation directe et générale de la Ville.

**4.** L'amortissement de la dette résultant de l'emprunt prévu à l'article 2 s'effectue sur une période de vingt ans, bien que l'emprunt puisse être contracté pour une période plus courte; le cas échéant, tous emprunts nécessaires au refinancement ne peuvent être effectués par la Ville qu'avec l'autorisation du ministre des affaires municipales et de la Commission, et que pour un terme n'excédant pas celui qui reste à courir pour l'amortissement de cette partie de la dette pour laquelle ces emprunts sont contractés, ni pour un montant supérieur à celui qui reste à amortir sur cette dette, plus, dans chaque cas, le montant de l'escompte et des dépenses incidentes à l'émission et à la vente ou disposition des titres.

Le présent article n'affecte en rien le droit des prêteurs et des détenteurs de titres d'être payés à échéance selon les termes et conditions des contrats ou titres qui constatent leurs droits.

**5.** Le règlement prévu à l'article 3 doit pourvoir à l'amortissement de la dette par l'imposition et le prélèvement annuel, à compter de l'exercice financier 1977/1978

**3.** For and in the name of the City, the Commission shall order by by-law, negotiate and contract the loan provided for in section 2. The Commission is authorized to determine, in such by-law, or otherwise by resolution, all the terms, conditions and stipulations regarding the loan as well as those concerning the securities, if any, evidencing the loan and any other document necessary or relevant to the contract of the loan or the disposal of the securities. Such loan shall be effected by means of one or more issues of securities or in any other manner as may be determined in the by-law or, where such is the case, in the resolution.

The Commission shall designate the persons authorized to sign the securities, contracts or other documents necessary or relevant for the purposes of the loan and for the purposes of sections 2 to 8.

Any debt arising from the loan or from a security issued to evidence it shall constitute a direct and general obligation of the City.

**4.** The amortization of the debt resulting from the loan provided for in section 2 shall be effected over a period of twenty years, although the loan may be contracted for a shorter period; in such case, no loans required for refinancing may be effected by the City except with the authorization of the Minister of Municipal Affairs and of the Commission, and then only for a term not exceeding the remainder of the term prescribed for the amortization of that portion of the debt in respect of which such loans are contracted, and only for an amount not greater than that remaining to be amortized on such debt, plus, in every case, the amount of the discount and expenditures incidental to the issue, sale or disposal of the securities.

This section in no way affects the rights of lenders and securities holders to be paid on the dates of maturity fixed in accordance with the terms and conditions of the contracts or securities evidencing their rights.

**5.** The by-law provided for in section 3 must provide for the amortization of the debt by means of a special real estate tax imposed and levied annually from the

de la Ville, d'une taxe foncière spéciale sur les immeubles imposables du territoire de celle-ci, basée sur la valeur de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation.

Cette taxe doit, pour toute la période de sa perception, figurer distinctement au compte de taxes foncières qui est expédié en vertu de l'article 25 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50), sous la rubrique *Taxe spéciale olympique*.

Le règlement doit aussi décréter que cette taxe est imposée et prélevée selon un taux différencié quant à chaque catégorie d'immeubles déterminée et définie dans ledit règlement. Le produit de cette taxe est versée au fonds général de la Ville.

Les taux de cette taxe doivent être établis annuellement de manière qu'ils soient suffisants pour assurer, au fur et à mesure des échéances établies dans un tableau d'amortissement à être annexé au règlement, le remboursement du capital et le paiement des intérêts d'une dette amortie sur vingt ans, dont le capital serait identique au capital de l'emprunt effectivement contracté au moyen d'une ou plusieurs émissions en vertu de l'article 3 et qui serait assujéti à un taux d'intérêt à être déterminé par ledit règlement. L'établissement de ces taux de taxation incombe, pour l'exercice financier 1977/1978 de la Ville, à la Commission et, pour les exercices suivants, au directeur des finances de la Ville, lesquels doivent, au plus tard le 15 mars de chaque année, soumettre lesdits taux à l'approbation, avec ou sans modification, du lieutenant-gouverneur en conseil.

**6.** Le règlement dont l'adoption est prévu à l'article 3 ainsi que l'emprunt contracté en vertu de ce règlement ont le même effet, à tous égards, que si la Ville les avait elle-même, selon le cas, adopté et contracté en vertu de ses propres pouvoirs. Ce règlement entre en vigueur, sans aucune approbation, dès son adoption par la Commission, même s'il décrète un emprunt en monnaie étrangère, auquel cas l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil est réputée avoir été donnée suivant l'article 15 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus,

1977/1978 fiscal year of the City on the taxable immoveables in its territory based on the value of such immoveables as entered on the valuation roll.

Such tax shall, during the entire period it is levied, figure separately on the real estate tax account sent pursuant to section 25 of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50) under the item *Special Olympics Tax*.

The by-law shall also order that such tax is to be imposed and levied at a variable rate according to each class of immoveables determined and defined in the said by-law. The proceeds of such tax shall be paid into the general fund of the City.

The rates of such tax shall be established annually so as to insure that they are sufficient to provide, at each due date fixed in an amortization table to be annexed to the by-law, for the repayment in capital and the payment of interest on a debt amortized over twenty years the capital of which is identical to the capital of the loan actually contracted under section 3 by means of one or more issues of securities and which is subject to a rate of interest to be determined by the said by-law. The fixing of the rates of such tax vests in the Commission for the fiscal year 1977/1978 of the City and in the director of finance for subsequent years. The Commission and the director of finance of the City shall, not later than 15 March each year, submit the said rates for approval, with or without amendment, to the Lieutenant-Governor in Council.

**6.** The by-law the adoption of which is provided for in section 3 and the loan contracted pursuant to such by-law shall have the same effect, in every respect, as if it had been adopted or, as the case may be, contracted by the City itself by virtue of its own powers. Such by-law shall come into force, without any approval being required, upon its adoption by the Commission, even in the case where it decrees a loan in foreign currency, in which case the authorization of the Lieutenant-Governor in Council shall be deemed to have been given in accordance with

1964, chapitre 171). Il peut, par un autre règlement, être modifié en tout temps par la Commission ou par la Ville, sans préjudice, toutefois, des droits des prêteurs ou des détenteurs de titres. Dans le cas où la modification est faite par la Commission, elle n'entre en vigueur et n'a d'effet qu'après avoir reçu l'approbation du ministre des affaires municipales; dans le cas où elle est faite par la Ville, elle n'entre en vigueur et n'a d'effet qu'après avoir reçu l'approbation de la Commission et du ministre des affaires municipales.

Copie du règlement adopté en vertu de l'article 3 et, le cas échéant, de sa modification, doit être déposée au bureau du greffier de la Ville.

**7.** En outre des pouvoirs à elle dévolus en vertu des articles 3 à 6, la Commission est substituée de droit à la Ville ou à l'un de ses fonctionnaires dès que celle-ci ou l'un de ceux-ci refuse ou néglige de faire ou d'exécuter quelque acte dont l'accomplissement est nécessaire à la mise en application des articles 2 à 8. Pour ces fins, la Commission exerce tous les pouvoirs que possède la Ville, et ce que la Commission fait a le même effet à tous égards que si la Ville eût agi elle-même. Tout acte que pose alors la Commission est valide même si la date ou le délai légal en deçà duquel la Ville devait agir est expiré.

Les frais encourus par la Commission pour la mise en application des articles 2 à 8 sont à la charge de la Ville.

**8.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable, les articles 33 à 47 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1964, chapitre 71) cessent de s'appliquer à la Ville dès que l'emprunt prévu à l'article 2 est contracté et aussi longtemps qu'il n'a pas été entièrement remboursé par elle. La compensation à laquelle la Ville aurait autrement eu droit en vertu dudit chapitre 71 demeure jusqu'à tel remboursement, et pour chaque exercice financier de la province, un revenu de la province disponible aux fins des articles 2 à 8 de la présente loi.

section 15 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171). The by-law may be amended at all times by another by-law of the Commission or of the City without prejudice, however, to the rights of lenders or securities holders. Where the amendment is made by the Commission, it shall become effective only after it has been approved by the Minister of Municipal Affairs; where the amendment is made by the City, it shall become effective only after it has been approved by the Commission and by the Minister of Municipal Affairs.

A copy of the by-law adopted pursuant to section 3 and, as the case may be, any amendment thereto must be filed in the office of the City clerk.

**7.** In addition to the powers vested in the Commission pursuant to sections 3 to 6, the said Commission shall replace the City or any officer of the City *de jure* from such time as the City or any officer of the City refuses or neglects to do or execute any act necessary for the carrying out of sections 2 to 8. For such purposes, the Commission shall exercise all the powers of the City and any act carried out by the Commission shall have the same effect, in every respect, as if the City itself had acted. Any act then performed by the Commission shall be valid even if the date or the prescribed period within which the City must act has expired.

All expenditures incurred by the Commission for the carrying out of sections 2 to 8 shall be assumed by the City.

**8.** Notwithstanding any inconsistent legislative provision, sections 33 to 47 of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 71) shall cease to apply to the City from such time as the loan provided for in section 2 is contracted and until it is fully repaid by the City. The compensation to which the City would otherwise have been entitled under the said chapter 71 shall, in respect of every fiscal year of the Province, remain, until full payment is effected, a revenue of the Province disposable for the purposes of sections 2 to 8 of this act.

Cette compensation continue néanmoins d'être versée à la Ville tant et aussi longtemps que cette dernière acquitte à échéance tout montant dû aux termes de l'emprunt visé à l'article 2 et qu'elle a remboursé toute somme qui peut avoir été déboursée pour elle en vertu du présent article.

Le ministre des finances, tant en son nom qu'en celui de la province de Québec et celui du ministre du revenu, est autorisé à s'engager à verser le principal, l'intérêt et toute autre somme qui peut devenir due par la Ville au terme de l'emprunt visé à l'article 2 de la présente loi et à prendre à cette fin les montants nécessaires, à même le revenu de la Province disponible aux termes du premier alinéa du présent article, pour les transporter aux prêteurs ou détenteurs de titres émis en vertu de l'article 3 de la présente loi, pour rembourser ces derniers conformément aux dispositions des contrats ou titres qui les régissent et jusqu'à concurrence des montants dus et exigibles par eux, le tout aux conditions et modalités dont il peut convenir avec ces prêteurs ou détenteurs de titres. Le ministre des finances peut également adopter toute mesure nécessaire ou utile aux fins d'assurer l'exécution des engagements qu'il peut avoir contractés en vertu des présentes.

L'engagement du ministre des finances en vertu du troisième alinéa du présent article n'a pas pour effet d'empêcher l'application du deuxième alinéa du présent article.

Nonobstant toute loi à ce contraire, cet engagement a pleine force et effet à l'égard de tous par le seul effet de la signature par le ministre des finances du document constatant ledit engagement.

**9.** Les intérêts dus par la Ville en vertu de l'emprunt prévu à l'article 2 et encourus avant le 1<sup>er</sup> mai 1977, même s'ils ont été acquittés, peuvent être reportés au budget de l'exercice financier 1977/1978 de la Ville.

**10.** L'article 100 de la Charte de la Ville de Montréal (1959/1960, chapitre

Such compensation shall, nevertheless, continue to be paid to the City to such extent and for such time as it pays in full at maturity any amount due under the terms of the loan referred to in section 2 and has repaid any amount which may have been disbursed for its account pursuant to this section.

The Minister of Finance, in his own name as well as in the name of the province of Québec, and in the name of the Minister of Revenue is authorized to undertake to pay the principal, the interest and any other amount which may become due by the City under the terms of a loan referred to in section 2 of this act and to take to this effect the required amounts out of the revenue of the Province disposable pursuant to the first paragraph of this section in order to assign them to the lenders or holders of securities issued under section 3 of this act to reimburse the latter if the latter are not reimbursed in accordance with the provisions of the contracts or securities governing them up to the amounts due and exigible by them, the whole on the terms and conditions that he may agree with such lenders and holders of securities. The Minister of Finance may also adopt any measure necessary or relevant to insure the performance of the undertakings he may have made by virtue of these provisions.

The undertaking of the Minister of Finance pursuant to the third paragraph of this section shall not have for effect to prevent the application of the second paragraph of this section.

Notwithstanding any act inconsistent herewith, this undertaking shall have full force and effect in respect of all parties by the mere signature by the Minister of Finance of the document evidencing the said undertaking.

**9.** Any interest due by the City pursuant to the loan provided for in section 2 and incurred before 1 May 1977, even in the case where it has been fully paid, may be carried over to the fiscal year 1977/1978 of the City.

**10.** Article 100 of the Charter of the City of Montreal (1959/1960, chapter 102)

102) est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit:

«Cependant, dans les cas où il n'y a qu'un seul soumissionnaire, l'autorisation du conseil est quand même requise. »

**11.** L'article 107 de ladite Charte, remplacé par l'article 6 du chapitre 84 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 11 du chapitre 96 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **107.** Le comité exécutif ne peut adjuger aucun contrat comportant une dépense supérieure à \$10,000 pour l'exécution de travaux, la fourniture de matériel ou de matériaux ou la fourniture de services autres que des services professionnels, sans avoir au préalable demandé des soumissions publiques. Le conseil peut, toutefois, par règlement, autoriser le comité exécutif à adjuger sans soumission des contrats pour le montant indiqué au règlement, pourvu que ce montant n'excède pas \$20,000.

Chaque fois que, selon le présent article, des soumissions publiques sont requises, ces soumissions ne seront demandées et les contrats qui peuvent en découler ne seront adjugés que suivant l'une ou l'autre des bases suivantes:

- a) à prix forfaitaire;
- b) à prix unitaire.

Les formalités relatives aux soumissions sont déterminées par le comité exécutif sous réserve des dispositions qui suivent.

Au moins huit jours doivent s'écouler entre la publication de la demande de soumissions et la date de leur ouverture.

Les soumissions sont ouvertes en public en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande. Tout soumissionnaire peut assister à l'ouverture des soumissions. Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

Le comité exécutif ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre des affaires municipales, adjuger le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse. »

is amended by adding at the end, the following:

“However, in the case where there is only one tenderer, the authorization of the council shall be required nevertheless.”

**11.** Article 107 of the said Charter, replaced by section 6 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 11 of chapter 96 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

“**107.** The executive committee shall not award any contract involving an expenditure of more than \$10,000 for the execution of works, the supply of equipment or materials or the supply of services other than professional services, except after a call for public tenders. The council may, however, by by-law, authorize the executive committee to award contracts without tender for the amount mentioned in the by-law, provided such amount does not exceed \$20,000.

Every time public tenders are required under this section, such tenders shall not be called for nor shall the contracts resulting therefrom be awarded except on one or the other of the following bases:

- (a) for a fixed price;
- (b) at unit prices.

The formalities respecting tenders shall be determined by the executive committee, subject to the following provisions.

At least eight days must elapse between the publication of the call for tenders and the date fixed for their opening.

The tenders shall be opened publicly in the presence of at least two witnesses, on the day and at the hour and place mentioned in the call for tenders. Any tenderer may be present at the opening of the tenders. The names of the tenderers and their respective prices must be mentioned aloud at the opening of the tenders.

The executive committee shall not, without the prior authorization of the Minister of Municipal Affairs, award the contract to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay.”



**12.** L'article 109 de ladite Charte, modifié par l'article 8 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 7 du chapitre 84 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 6 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant :

« **109.** Dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ou à détériorer sérieusement les équipements municipaux, le comité exécutif, sur requête écrite de son président, peut décréter toute dépense qu'il juge nécessaire. Dans ce cas, le comité doit faire un rapport motivé au conseil à la première assemblée qui suit. »

**13.** Ladite Charte est modifiée par l'insertion, après l'article 681, de l'intitulé et de l'article suivants :

#### « SECTION 3

##### « PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS

« **681a.** La Ville doit, au plus tard le dernier jour de février de chaque année, adopter le programme de ses immobilisations pour les trois exercices financiers subséquents. Cette adoption requiert le vote de la majorité des membres du conseil présents.

Ce programme doit être divisé en phases annuelles. Il doit détailler, pour la période qui lui est coïncidente, l'objet, le montant et le mode de financement des dépenses en immobilisations que prévoit effectuer la Ville et dont la période de financement excède douze mois.

Le programme adopté en vertu du présent article doit être transmis au ministre des affaires municipales au cours du mois de mars suivant son adoption. Le ministre peut décréter que la transmission de ce programme se fait au moyen du formulaire qu'il fournit à cette fin. Il peut aussi exiger, par la voie de ce formulaire ou de toute autre manière, que la Ville lui fournisse quelque information relative à ce programme, même si telle information n'est pas prévue au présent article.

**12.** Article 109 of the said Charter, amended by section 8 of chapter 59 of the statutes of 1962, by section 7 of chapter 84 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 6 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following :

“**109.** Where circumstances beyond control constitute a danger to the life or the health of the public or threaten serious damage to municipal equipment, the executive committee may, upon a written motion by its chairman, order any expenditure it deems necessary. Where such is the case, the committee shall make a report stating the reasons therefor to the council at the next following meeting.”

**13.** The said Charter is amended by inserting after article 681 the following heading and articles :

#### “DIVISION 3

##### “PROGRAMME OF CAPITAL EXPENDITURES

“**681a.** The City shall, not later than the last day of February each year, adopt the programme of capital expenditures for the next three fiscal years. Such adoption requires a majority vote of the members of the council present.

Such programme shall be divided into three annual phases. It shall describe, in respect of the period coincident therewith, the object, the amount and the mode of financing of the capital expenditures which the City plans to incur for which the financing period exceeds twelve months.

The programme adopted under this article must be transmitted to the Minister of Municipal Affairs during the month of March following its adoption. The Minister may order that such programme be transmitted by means of the form furnished by him for that purpose. He may also require, through such form or in any other manner, that the City provides him with any information relating to such programme even in the case where such information is not provided for in this section.

Dans la mesure où elles sont compatibles avec le présent article, les dispositions applicables à la procédure préalable à l'adoption du budget de la Ville s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, à la procédure préalable à l'adoption de son programme des immobilisations. »

**14.** L'article 707*a* de ladite Charte, édicté par l'article 64 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 34 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 14 du chapitre 76 des lois de 1972, par l'article 68 du chapitre 77 des lois de 1973 et par l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 1°, des mots « deux cent cinquante » par le mot « cent ».

**15.** L'article 749 de ladite Charte, modifié par l'article 14 du chapitre 90 des lois de 1968 et par l'article 6 du chapitre 92 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement des quatrième et cinquième alinéas par les suivants:

« Les emprunts sont sujets à l'approbation de la Commission municipale du Québec, sauf les cas autrement réglés par l'article 24 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170). Tout emprunt qui, selon la loi, est sujet à l'approbation de la Commission municipale est aussi sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales.

La Commission municipale peut en outre, si elle le juge opportun, exiger que le règlement ou la résolution décrétant l'emprunt soit soumis aux propriétaires fonciers selon les sections 1 et 3 du chapitre III du titre VIII et indiquer à cette fin au conseil les modalités d'application des paragraphes *a* et *b* du deuxième alinéa de l'article 497.

Les emprunts de la Ville ne sont pas assujettis à la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171), sauf aux sections v, vi, vii et viii de cette loi. Sous réserve de la règle posée à l'article 764, la Ville peut emprunter à long terme pourvu que ce terme n'excède pas cinquante années.

To the extent that they are consistent with this section, the provisions applicable to the procedure prior to the adoption of the budget of the City shall also apply, *mutatis mutandis*, to the procedure prior to the adoption of its programme of capital expenditures."

**14.** Article 707*a* of the said charter, enacted by section 64 of chapter 59 of the statutes of 1962 and amended by section 34 of chapter 96 of the statutes of 1971, by section 14 of chapter 76 of the statutes of 1972, by section 68 of chapter 77 of the statutes of 1973 and by section 1 of chapter 85 of the statutes 1975, is again amended by replacing the words "two hundred and fifty" in the last line of subparagraph 1 of the first paragraph by the words "one hundred".

**15.** Article 749 of the said Charter, amended by section 14 of chapter 90 of the statutes of 1968 and by section 6 of chapter 92 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the fourth and fifth paragraphs by the following:

"All loans are subject to the approval of the Québec Municipal Commission, except for the cases otherwise provided for by section 24 of the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170). Any loan which, according to law, is subject to the approval of the Municipal Commission is also subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs.

The Commission may furthermore if it deems it expedient require that the by-law or resolution ordering the loan be submitted to the real estate owners in accordance with Divisions 1 and 3 of Chapter III of Title VIII and indicate for such purpose, to the council, the terms and conditions of application of subparagraphs *a* and *b* of the second paragraph of article 497.

The loans of the City are not subject to the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171), except Divisions v, vi, vii and viii of the said act. Subject to the rule stated in article 764, the City may effect long-term borrowing provided that such term does not exceed fifty years. Loans

Quant aux emprunts pour la construction de logis à loyer modique, la conversion peut aussi s'en faire pour un terme n'excédant pas cinquante années. »

**16.** L'article 776 de ladite Charte remplacé par l'article 34 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est modifié par le remplacement du préambule et du paragraphe *a* du premier alinéa par ce qui suit:

« **776.** Sous réserve de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50), la ville peut, par règlement, imposer et prélever annuellement:

*a*) sur les immeubles imposables situés dans les limites de son territoire, une taxe foncière basée sur la valeur réelle de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation; ».

**17.** Tout emprunt décrété en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 707*a* de la Charte de la Ville de Montréal (1959/1960, chapitre 102) et en cours au moment de l'entrée en vigueur de la Loi concernant le déficit olympique de la Ville de Montréal et modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1976, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du présent projet de loi*) conserve ses effets, sauf, toutefois, qu'il ne peut être renouvelé tant que le total des emprunts constituant le fonds de roulement de la Ville de Montréal n'est pas réduit à 100 millions de dollars.

**18.** L'article 12 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171), modifié par l'article 5 du chapitre 33 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le retranchement, dans les deux dernières lignes du dernier alinéa, des mots « , sauf à la Ville de Montréal ».

**19.** L'article 107 de la Charte de la Ville de Montréal, édicté par l'article 11 de la présente loi, n'a effet qu'à l'égard des soumissions publiques demandées après l'entrée en vigueur de la présente loi, sauf, toutefois, le dernier alinéa dudit article 107, lequel a effet à l'égard des soumissions publiques demandées avant l'entrée en vigueur de la présente loi et à la suite desquelles le contrat, au moment

for the construction of low rental housing may also be converted for a term not exceeding fifty years."

**16.** Article 776 of the said Charter, replaced by section 34 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is amended by replacing the preamble and paragraph *a* of the first paragraph by the following:

"**776.** Subject to the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50), the city may, by by-law, impose and levy annually:

*(a)* on the taxable immoveables situated within the limits of its territory, a real estate tax based on the real value of such immoveables as entered on the valuation roll;"

**17.** Every loan outstanding at the coming into force of the Act respecting the Olympics deficit of the City of Montreal and amending the Charter of the City of Montreal (1976, chapter *insert here the chapter number of this bill*) ordered under paragraph 1 of the first paragraph of article 707*a* of the Charter of the City of Montreal (1959/1960, chapter 102), shall remain effective, except, however, that it shall not be renewed until the total of the loans forming the working fund of the City of Montreal is reduced to 100 million dollars.

**18.** Section 12 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171), amended by section 5 of chapter 33 of the statutes of 1973, is again amended by striking out the words " , except the City of Montreal" in the fourth and fifth lines of the last paragraph.

**19.** Article 107 of the Charter of the City of Montreal, enacted by section 11 of this act, shall have effect only with respect to public tenders called for after the coming into force of this act, except, however, the last paragraph of the said article 107, which shall have effect with respect to public tenders called for before the coming into force of this act and following which the contract, at the time

de cette entrée en vigueur, n'est pas encore adjugé.

**20.** Les articles 2 à 8 de la présente loi ont primauté sur toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale. Sous cette réserve, aux fins de l'accomplissement des actes requis pour la mise en application desdits articles, la Ville continue d'être régie par sa Charte et par les dispositions de quelque autre loi qui lui sont applicables.

**21.** L'article 16 a effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 1976.

**22.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

of such coming into force, is not already awarded.

**20.** Sections 2 to 8 of this act shall prevail over any inconsistent provision of a general law or special act. Subject to the above, for the purposes of the performance of the acts required for the carrying out of the said sections, the City continues to be governed by its Charter and by the provisions of any other act applicable thereto.

**21.** Section 16 shall have effect from 1 April 1976.

**22.** This act shall come into force on the day of its sanction.